



L'impact de la Couverture du Réseau sur l'Adoption des Plateformes Fintech et l'Inclusion Financière

Onkokame Mothobi

Octobre 2023 / No.798

Résumé

Cet article analyse l'effet de la couverture du réseau mobile sur l'inclusion financière en utilisant les données de l'enquête menée en 2017 auprès de 12 735 individus de neuf pays d'Afrique subsaharienne. Nous utilisons la géolocalisation des répondants pour combiner les données de l'enquête avec des informations sur la proximité des tours de réseau mobile. Nous estimons un modèle en deux étapes : dans la première étape, les consommateurs décident d'adopter un dispositif technologique, et dans la deuxième étape, ils décident d'utiliser ou non des services financiers numériques. Les résultats montrent

que l'inclusion financière est positivement influencée par la couverture du réseau mobile. Dans des simulations contrefactuelles, nous considérons que l'ensemble de la population vit à moins de 2 km des tours de l'un de ces réseaux et nous constatons que l'adoption des services financiers numériques augmenterait de 2 % en moyenne, selon le pays. Dans le cas où toute la population vit dans un rayon de 2 km de la tour LTE, l'inclusion financière augmenterait de 6 % au Mozambique et de 3 % au Ghana, au Rwanda et au Sénégal. En Tanzanie, où l'argent mobile est un service financier courant, les investissements dans le GSM et l'UMTS auraient un impact plus important sur l'inclusion financière que le LTE. Ces résultats montrent que les technologies financières numériques non basées sur Internet ont un impact plus important sur l'inclusion financière dans les pays d'Afrique de l'Est que celles qui nécessitent que les consommateurs soient connectés à Internet. Les résultats indiquent également que les plateformes financières numériques se substituent à un compte bancaire chez les pauvres, et qu'elles complètent les services de ceux qui possèdent un compte bancaire.

Introduction

La recherche empirique a montré que l'adoption des téléphones mobiles et de l'Internet a un impact remarquable sur les performances de la croissance économique. Roller & Waverman (2001), Pohjola (2002) et Jalava & Pohjola (2002) identifient quelques mécanismes potentiels par lesquels l'Internet et les téléphones mobiles, en particulier les smartphones, peuvent stimuler la croissance économique. Premièrement, ils accélèrent la productivité et l'innovation en améliorant l'accès à l'information et en réduisant les coûts de recherche. Deuxièmement, ils améliorent le bien-être social grâce à une interaction sociale accrue (Jorgenson et al., 2008). En Afrique, où plus de 33 % de la population vit dans l'extrême pauvreté dans des zones reculées et 36 % est analphabète. L'adoption de la téléphonie mobile et de l'Internet peut servir d'infrastructure virtuelle pour la fourniture de services auxquels les pauvres n'ont généralement pas accès.

La prolifération des appareils mobiles a favorisé l'adoption des services numériques parmi les habitants des zones reculées et a augmenté l'accès à l'éducation et aux programmes en ligne, aux informations sur la santé, aux programmes agricoles et à la finance numérique. La présente étude se concentre sur le rôle de l'investissement dans l'infrastructure des réseaux mobiles pour élargir l'accès et l'utilisation des services financiers numériques dans neuf pays d'Afrique subsaharienne (ASS), une région qui n'est pas traitée de manière critique dans la littérature. La finance numérique comprend tous les services financiers fournis par le biais de téléphones mobiles, d'ordinateurs personnels, d'Internet ou de cartes reliées à un système numérique fiable. Elle englobe une multitude de produits et de services financiers fournis par des entreprises fintech et des prestataires de services financiers innovants, notamment

des fournisseurs de réseaux mobiles, des banques et des entreprises de logiciels liés à la finance (Ozili, 2018). Ces plateformes permettent aux particuliers et aux entreprises d'avoir accès aux paiements, à l'épargne et aux facilités de crédit sans avoir à se rendre dans une agence bancaire (Mothobi & Grzybowski, 2017).

La finance numérique peut accélérer les paiements et en réduire le coût. Il a également été constaté qu'elle renforçait la sécurité grâce à une transparence accrue par le biais de la comptabilité numérique, et qu'elle pouvait constituer un point d'entrée dans le système financier formel tout en favorisant l'augmentation de l'épargne et en permettant aux utilisateurs de lisser leur consommation face à de petits chocs négatifs (Demirgüç-Kunt et al., 2018). Les services financiers numériques offrent la possibilité de promouvoir l'inclusion financière grâce à des plateformes innovantes et moins onéreuses qui mettent en relation les personnes pauvres avec des fournisseurs de produits d'épargne, de crédit et d'assurance (Radcliffe & Voorhies, 2012). Dans ce contexte, l'inclusion financière signifie que les individus et les entreprises ont accès à des produits et services financiers abordables : paiements, transactions, épargne, crédit et assurance (Sarma & Pais, 2011). Les plateformes financières numériques ont permis aux pauvres, qui étaient auparavant exclus des systèmes financiers orthodoxes, d'accéder aux systèmes de paiement, à l'épargne et aux facilités de crédit par le biais de services financiers en ligne et par téléphone mobile, sans avoir besoin de posséder un compte bancaire ou de se rendre dans une agence bancaire (McKee et al., 2015).

L'internet et les technologies basées sur la téléphonie mobile peuvent changer cette situation en permettant aux exclus d'utiliser des services financiers numériques. Ils peuvent ainsi surmonter le problème de la faiblesse des infrastructures et des modèles bancaires traditionnels coûteux qui s'appuient sur un réseau de succursales physiques. Malgré le développement des services financiers numériques, qui offrent la possibilité d'améliorer l'inclusion financière, le secteur bancaire en Afrique subsaharienne reste sous-développé. D'après une enquête menée par Research ICT Africa en 2017 et utilisée dans le présent document, seuls 29 % des habitants des pays d'Afrique subsaharienne possèdent un compte bancaire. Ce chiffre est bien inférieur à la moyenne des pays en développement dans le monde.

La présente étude vise à examiner l'effet de la couverture du réseau mobile sur l'adoption des technologies financières. En outre, l'étude vise à examiner comment les investissements dans la couverture du réseau peuvent avoir un impact sur l'inclusion financière. En tenant compte des différences entre les technologies de réseau, les zones urbaines étant plus susceptibles de disposer d'une technologie à haut débit, l'étude contribue à la littérature en donnant un aperçu de la manière dont les différentes technologies sont susceptibles de favoriser l'inclusion financière. L'étude actuelle diffère de la littérature existante sur trois points. Premièrement, les modèles d'étude des services financiers sont utilisés comme une procédure en deux étapes pour tenir compte de la sélection de l'échantillon. Deuxièmement, alors que la majorité de la

littérature qui étudie l'impact des technologies sur l'inclusion financière se concentre sur l'adoption des téléphones mobiles, dans cette étude nous prenons en compte les appareils numériques, y compris les téléphones mobiles, les ordinateurs et l'accès à l'Internet comme une infrastructure virtuelle pour fournir des services financiers et, enfin, l'étude vise à examiner comment les différentes technologies de réseau ont un impact sur l'inclusion financière. Cette étude est donc unique et offre l'opportunité de démêler comment les différentes technologies agissent sur l'adoption des services financiers. Les résultats obtenus par cette étude peuvent être généralisés à d'autres pays en développement qui ont des caractéristiques similaires à celles des pays étudiés.

Les résultats suggèrent que les personnes qui vivent à proximité des tours sont plus susceptibles de posséder un appareil numérique que celles qui vivent plus loin. Les résultats montrent que l'inclusion financière est positivement influencée par la couverture du réseau mobile. Les personnes qui vivent à proximité des tours sont plus susceptibles d'adopter des plateformes financières numériques. Nos résultats indiquent en outre que l'investissement dans des tours LTE dans un rayon de 2 km par ménage augmenterait l'inclusion financière de 6 % au Mozambique et de 3 % au Ghana, au Rwanda et au Sénégal. Toutefois, dans les pays où l'argent mobile est courant, les investissements dans les réseaux GSM et UMTS auraient un impact plus important sur l'inclusion financière que le réseau LTE. Nos résultats montrent également qu'une fois l'obstacle de la possession d'un appareil surmonté, les disparités entre les sexes disparaissent. Cependant, les inégalités en matière d'inclusion financière numérique s'expliquent toujours par des différences de revenus, de niveau d'éducation, de localisation et de statut d'emploi.

Inclusion financière numérique en Afrique

Depuis 2011, les nouvelles technologies, les modèles économiques innovants et le nombre de personnes bancarisées n'ont cessé d'augmenter. Entre 2011 et 2014, le nombre de personnes disposant d'un compte bancaire a augmenté de 700 millions. Les données de la Banque mondiale montrent qu'en 2017, 1,2 milliard d'adultes dans le monde ont pu accéder à un compte depuis 2011. Aujourd'hui, 69 % des adultes ont un compte. Cependant, environ un milliard d'adultes, soit 31 % de tous les adultes dans le monde, ne sont toujours pas bancarisés, la plupart d'entre eux vivant dans des économies en développement où 46 % des adultes ne sont pas bancarisés, contre seulement 6 % des adultes dans les économies à revenu élevé.

La pandémie de COVID-19 a amplifié l'urgence d'utiliser la fintech pour assurer le fonctionnement des systèmes financiers et la sécurité des personnes dans une période de distanciation sociale, de baisse de la demande, de réduction de l'offre d'intrants, de resserrement des conditions de crédit et de montée de l'incertitude. Alors que les plateformes numériques telles que les services bancaires en ligne sont en augmentation dans les pays développés, l'utilisation des services bancaires en

ligne est encore très faible en Afrique. Cela s'explique principalement par le faible niveau d'utilisation d'Internet dans ces pays. Seule une élite de personnes ayant accès à l'internet peut accéder à ces plateformes, et plus particulièrement aux services fintech qui passent par l'internet. Par exemple, moins d'un tiers (27 %) de la population africaine dispose de cet accès. Cependant, contrairement aux pays d'Afrique et d'Asie, les pays d'Amérique latine ont atteint une masse critique, avec environ 75 % des adultes dans les pays d'Amérique latine étudiés utilisant l'internet. Parmi les personnes qui ont accès à l'internet, seule une petite proportion effectue des transactions en ligne par le biais d'une boutique en ligne (8 %), de paris en ligne (4 %) et de transactions financières avec le gouvernement (4 %).

La forme la plus courante de finance numérique en Afrique subsaharienne est M-Pesa, un service de transfert d'argent par téléphone mobile et de microfinancement lancé en 2007 par Vodafone au Kenya pour les opérateurs Safaricom et Vodacom. Il permet aux utilisateurs d'encaisser de l'argent en utilisant un compte mobile (appelé portefeuille) lié au numéro de téléphone mobile unique d'un abonné. Il permet également d'accéder à un large éventail de services tels que les transactions monétaires nationales et internationales, le paiement de factures, de vols, d'hôtels et l'achat des unités téléphoniques (voir Morawczynski et Miscione, 2008). M-Pesa est surtout répandu dans les pays d'Afrique de l'Est, tels que le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie, le Rwanda et le Burundi, mais il s'est étendu à d'autres pays africains comme la Côte d'Ivoire, le Sénégal, Madagascar, le Mali, le Niger, le Botswana, le Cameroun et l'Afrique du Sud. En dehors de l'Afrique, M-Pesa fonctionne en Afghanistan, en Jordanie et dans d'autres pays. Plusieurs banques africaines ont également mis en place un service similaire appelé e-wallet. Le portefeuille électronique diffère de M-Pesa en ce qu'il exige de l'expéditeur qu'il ait un compte bancaire, alors que le destinataire ne peut retirer de l'argent à un guichet automatique qu'en utilisant son numéro de téléphone mobile et un numéro d'identification personnel (PIN), qui lui est envoyé sur son téléphone mobile. À l'heure actuelle, l'argent mobile prend en charge les paiements électroniques et les achats/transferts des unités téléphoniques, les services bancaires mobiles, les prêts numériques, les envois de fonds internationaux et les fintechs.

L'introduction de plateformes numériques et, plus spécifiquement, de services d'argent mobile a contribué de manière significative à l'augmentation de l'inclusion financière dans les pays en développement. Par exemple, Demirgüç-Kunt et al. (2018) constatent qu'entre 2014 et 2017, la part des adultes ayant un compte auprès d'une institution financière ou par le biais d'un téléphone mobile a augmenté au niveau mondial, passant de 62 % à 69 %. Dans les pays à revenu élevé, 94 % des adultes ont un compte, contre 63 % dans les économies en développement. D'après l'enquête de Research ICT Africa, l'inclusion financière est passée de moins de 20 % en 2011 à plus de 50 % en 2017. Les principales raisons expliquant les faibles niveaux de comptes bancaires formels en Afrique sont les déficits d'infrastructure, l'inaccessibilité et l'analphabétisme financier (Mothobi & Grzybowski, 2017).

Sources de données

Dans cette étude, nous combinons quelques ensembles de données différents pour étudier l'influence de la disponibilité sur l'adoption des technologies de la finance numérique et l'inclusion financière. Le premier ensemble de données comprend un ensemble d'enquêtes représentatives sur les individus et les ménages menées en 2017 par Research ICT Africa dans les neuf pays africains suivants : Ghana, Kenya, Mozambique, Nigeria, Rwanda, Sénégal, Afrique du Sud, Tanzanie et Ouganda.

Le tableau 1 indique le nombre de personnes interrogées dans chaque pays et la proportion d'utilisateurs de téléphones mobiles. Sur un total de 12 778 personnes interrogées, 4 554 ont déclaré avoir un compte bancaire. En outre, 5 729 personnes ont utilisé des plateformes financières numériques telles que l'argent mobile, les services bancaires mobiles et les services bancaires par internet à des fins transactionnelles. L'enquête a été menée à l'aide de tablettes électroniques Android et d'un dispositif GPS externe, qui a été utilisé pour saisir les coordonnées exactes du ménage. Nous utilisons les coordonnées géographiques pour fusionner les données de l'enquête avec les autres ensembles de données, y compris les informations sur la disponibilité de la couverture et la proximité des antennes du réseau mobile. La deuxième base de données, sur la localisation des antennes de téléphonie mobile, a été téléchargée à partir d'OpenCellID. Outre la géolocalisation exacte de chaque cellule, la date de création et le type de technologie peuvent être observés : GSM (2G), UMTS (3G) et LTE (4G). Nous n'utilisons que les antennes construites avant 2017 afin de nous assurer que les personnes interrogées dans le cadre de notre enquête pouvaient utiliser ces antennes. Pour chaque ménage, nous calculons la distance par rapport à l'antenne la plus proche de chaque technologie.

Tableau 1 : Adoption de dispositifs numériques et de services financiers numériques

Pays	Dispositifs		Numérique	Financier			N
	Internet	Smart-phone	Finance	Argent mobile	Banque	carte	
Ghana	25.9%	25.8%	55.7%	51.6%	30.6%	8.0%	1196
Kenya	36.4%	33.6%	88.1%	80.5%	42.2%	19.9%	1216
Mozambique	20.3%	17.0%	25.2%	23.9%	24.4%	20.6%	1220
Nigeria	29.7%	16.5%	6.3%	2.5%	38.2%	31.0%	1804
Rwanda	14.2%	10.7%	34.2%	33.9%	32.7%	9.0%	1217
Sénégal	32.0%	22.1%	35.3%	32.8%	10.6%	4.7%	1233
Afrique du sud	45.7%	43.9%	21.3%	7.6%	57.2%	33.2%	1794
Tanzanie	22.2%	20.3%	55.5%	55.4%	17.4%	10.6%	1200
Ouganda	32.0%	13.2%	47.8%	47.8%	2.7%	6.8%	1855
Total	28.2%	22.8%	38.5%	34.80%	28.9%	17.0%	12735

Le tableau 1 présente des informations sur l'adoption de services financiers, l'utilisation d'Internet et l'adoption de smartphones dans les pays étudiés. Le nombre total de personnes interrogées dans notre échantillon est de 12 735, avec des variations entre les pays allant de 1 196 au Ghana à 1 855 en Ouganda. Le taux de détention d'un compte bancaire parmi les individus de l'échantillon est de 28,9 %, tandis que 38,5 % des individus utilisent des plateformes financières numériques pour effectuer leurs transactions financières. Dans ce document, nous définissons la finance numérique comme l'utilisation de services en ligne et d'applications mobiles pour accéder à des services financiers sans avoir à se rendre dans une agence bancaire physique. Dans notre échantillon, 34,8 % utilisent l'argent mobile, et 28,9 % et 17,0 % possèdent une carte de crédit. L'utilisation de l'argent mobile, la détention d'un compte bancaire et d'une carte de crédit ne s'excluent pas mutuellement.

Il existe des différences substantielles dans l'utilisation des plateformes de finance numérique et dans la détention d'un compte bancaire dans les pays étudiés. Par exemple, l'Afrique du Sud a la plus grande proportion de personnes qui possèdent un compte bancaire (57,2 %) alors que seulement 21,3 % utilisent des applications de finance numérique. Au Kenya, le pays avec la deuxième plus grande proportion de personnes possédant un compte bancaire, 88,1% des personnes interrogées utilisent des applications de finance numérique pour accéder aux services financiers. La forte adoption de la finance numérique au Kenya est attribuée au succès de l'argent mobile dans ce pays, 80,5 % de la population kenyane utilisant l'argent mobile pour envoyer, recevoir et épargner de l'argent. En Afrique du Sud, 43,9 % de la population utilise un smartphone et 45,7 % Internet. C'est au Rwanda que le taux de pénétration des smartphones est le plus faible (10,7 %). En ce qui concerne l'utilisation de l'argent mobile, le Kenya est en tête (80,5 %), suivi de la Tanzanie (55,4 %). Les pays plus développés économiquement, le Nigeria et l'Afrique du Sud, ont la plus faible part d'utilisateurs d'argent mobile, 2,5 % et 7,6 %, respectivement. Comme nous l'avons vu précédemment, cela peut s'expliquer par le taux de pénétration relativement élevé des comptes bancaires en Afrique du Sud (57,2 %). À l'inverse, au Nigeria, la très faible utilisation peut être attribuée à la réglementation qui, au départ, n'autorisait que les banques à fournir des services d'argent mobile.

Le tableau 2 montre qu'il existe de grandes différences dans la distance moyenne aux infrastructures entre les individus des différents pays de notre échantillon. La couverture par les infrastructures mobiles est approximée par la distance aux antennes de différents réseaux tels que GSM, UMTS et LTE.

Tableau 2 : Distance moyenne des ménages par rapport aux tours dans les différents pays

	Ghana	Kenya	Mozambique	Nigeria	Rwanda	Sénégal	Afrique du sud	Tanzanie	Ouganda	Total
Mobile										
GSM	4.15	1.48	10.78	3.95	2.83	1.33	1.98	8.91	5.87	4.48
UMTS	5.79	1.84	12.98	5.68	4.19	2.42	2.23	11.31	6.61	5.73
LTE	79.65	14.6	499.7	163.11	25.21	101.13	10.9	106.92	69.69	112.8

Conclusion

Dans ce document, nous avons analysé l'impact de la proximité de l'infrastructure de réseau mobile sur la décision d'adopter un téléphone portable et d'utiliser des services financiers numériques. Pour ce faire, nous avons utilisé des données riches provenant d'une enquête menée en 2017 auprès de 12 735 personnes dans neuf pays d'Afrique subsaharienne : Ghana, Kenya, Mozambique, Nigeria, Rwanda, Sénégal, Afrique du Sud, Tanzanie et Ouganda. Les données de l'enquête ont été combinées avec des informations détaillées sur la proximité des infrastructures physiques en utilisant des informations sur la géolocalisation des répondants. Nous avons estimé la couverture en utilisant la distance entre l'emplacement du ménage et les tours de téléphonie mobile des réseaux GSM, UMTS et LTE.

Nous avons estimé un modèle en deux étapes où, dans la première étape, les consommateurs prennent la décision d'adopter un téléphone mobile. Dans un deuxième temps, ils décident d'utiliser ou non des services financiers numériques. Nous avons constaté que la couverture du réseau a un impact significatif sur la décision d'adopter un téléphone mobile. Les personnes qui vivent dans un rayon de 2 km des tours GSM, UMTS et LTE sont plus susceptibles d'adopter un téléphone mobile. Inversement, les résultats de l'estimation de deuxième étape montrent que la couverture UMTS et GSM a un impact plus important sur l'utilisation des services financiers numériques que les réseaux LTE.

Après avoir pris en compte les caractéristiques des individus et des ménages, nous avons constaté d'importantes disparités entre les hommes et les femmes en ce qui concerne la détention d'un téléphone portable, mais une fois cet obstacle surmonté, les disparités entre les hommes et les femmes en matière d'inclusion financière numérique disparaissent. Cependant, l'étude montre que même après l'adoption d'un téléphone portable, la richesse, l'emploi et l'éducation sont les principaux déterminants de l'inclusion financière numérique. Les résultats montrent que les personnes éduquées, riches et employées sont plus susceptibles d'être incluses dans la finance numérique que les personnes non éduquées, les pauvres et les chômeurs.

Inversement, les résultats suggèrent que les services financiers numériques agissent comme un complément pour les individus riches, éduqués et employés, et agissent comme un substitut pour ceux qui étaient auparavant marginalisés et ne pouvaient pas accéder aux services financiers formels. Les résultats indiquent également que l'argent mobile, qui n'exige pas nécessairement que l'utilisateur ait accès à Internet, est le moteur le plus courant de l'inclusion financière en Afrique subsaharienne.

Dans les simulations contrefactuelles, nous avons estimé que l'ensemble de la population vivait dans un rayon de 2 km autour de l'un de ces réseaux. Dans ce cas, nous avons constaté que l'adoption des services financiers numériques augmenterait de 0 à 6 % en fonction du pays et du réseau. Nous avons constaté que l'investissement dans la couverture LTE aurait un impact plus important au Mozambique, au Ghana, au Rwanda et au Sénégal. À l'inverse, dans certains pays comme la Tanzanie, l'investissement dans la couverture GSM et UMTS augmenterait l'inclusion financière de manière plus importante que la couverture LTE. Ce résultat peut être attribué aux différentes structures du marché financier dans ces pays. Par exemple, en Afrique du Sud et au Mozambique, la plupart des innovations financières sont menées par les banques et fonctionnent sur un réseau LTE, alors que dans la plupart des pays d'Afrique de l'Est, les innovations financières sont menées par les réseaux de téléphonie mobile et fonctionnent souvent sur des réseaux GSM et UMTS. Malgré les différences d'effets, nos résultats indiquent l'importance de l'investissement dans la couverture réseau pour réduire l'exclusion financière et l'inégalité numérique dans les pays africains. À notre connaissance, il s'agit du premier article qui utilise des données individuelles très détaillées provenant de plusieurs pays africains, avec des informations de géolocalisation combinées à des données géographiques détaillées sur la couverture de l'infrastructure.

Références

- Allen, F., A. Demirgüç-Kunt, L. Klapper and M.S.M. Peria. 2016. "The foundations of financial inclusion: Understanding ownership and use of formal accounts". *Journal of Financial Intermediation*, 27: 1–30.
- Bourreau, M. and T. Valletti. 2015. *Enabling Digital Financial Inclusion through Improvements in Competition and Interoperability: What Works and What Doesn't*. CGD Policy Paper No. 65: 1–30.
- Demirgüç-Kunt, A., L. Klapper, D. Singer and S. Ansar. 2018. *The Global Findex Database 2017: Measuring Financial Inclusion and the Fintech Revolution*. Washington, D.C.: The World Bank.
- Demirgüç-Kunt, A. and L.F. Klapper. 2012. "Measuring financial inclusion: The global Findex database". World Bank Policy Research Working Paper No. 6025. The World Bank, Washington, D.C.
- Demirgüç-Kunt, A., L.F. Klapper and D. Singer. 2013. "Financial inclusion and legal discrimination against women: Evidence from developing countries". World Bank Policy Research Working Paper No. 6416. The World Bank, Washington, D.C.

- Diniz, E., R. Birochi and M. Pozzebon. 2012. "Triggers and barriers to financial inclusion: The use of ICT-based branchless banking in an Amazon County". *Electronic Commerce Research and Applications*, 11(5): 484–94.
- Fungáčová, Z. and L. Weill. 2015. "Understanding financial inclusion in China". *China Economic Review*, 34: 196–206.
- Gutierrez, E., and S. Singh. 2013. "What regulatory frameworks are more conducive to mobile banking? Empirical evidence from Findex data". World Bank Policy Research Working Paper No. 6652. The World Bank, Washington, D.C., October.
- Jack, W., A. Ray, and T. Suri. 2013. "Transaction networks: Evidence from mobile money in Kenya". *American Economic Review*, 103(3): 356–61.
- Jalava, J. and M. Pohjola. 2002. "Economic growth in the new economy: Evidence from advanced economies". *Information Economics and Policy*, 14(2): 189–210.
- Kempson, E., A. Atkinson, and O. Pilley. 2004. "Policy level response to financial exclusion in developed economies: Lessons for developing countries". Report of Personal Finance Research Centre, University of Bristol.
- Lashitew, A.A., R. van Tulder and Y. Liasse 2019. Mobile phones for financial inclusion: What explains the diffusion of mobile money innovations? *Research Policy*, 48(5), 1201–15.
- Mbiti, I. and D.N. Weil. 2013. "The home economics of e-money: Velocity, cash management, and discount rates of M-Pesa users". *American Economic Review*, 103(3): 369–74.
- McKee, K., M. Kaffenberger and J. Zimmerman. 2015. "Doing digital finance right". Focus Note No. 103.
- Mothobi, O. and L. Grzybowski. 2017. "Infrastructure deficiencies and adoption of mobile money in Sub-Saharan Africa". *Information Economics and Policy*, 40: 71–9.
- Munyegera, G.K. and T. Matsumoto. 2016. "Mobile money, remittances, and household welfare: Panel evidence from rural Uganda". *World Development*, 79: 127–37.
- Murendo, C., M. Wollni, A. De Brauw and N. Mugabi. 2018. "Social network effects on mobile money adoption in Uganda". *The Journal of Development Studies*, 54(2): 327–42.
- Ozili, P.K. 2018. "Impact of digital finance on financial inclusion and stability". *Borsa Istanbul Review*, 18(4): 329–40.
- Perlman, L., and M. Wechsler. 2019. Mobile coverage and its impact on digital financial services. Available at SSRN 3370669.
- Pohjola, M. 2002. "The new economy in growth and development". *Oxford Review of Economic Policy*, 18(3): 380–96.
- Radcliffe, D., and R. Voorhies. 2012. A digital pathway to financial inclusion. Available at SSRN 2186926.
- Roller, L.-H., and L. Waverman. 2001. "Telecommunications infrastructure and economic development: A simultaneous approach". *American Economic Review*, 91(4): 909–23.
- Sarma, M. 2016. Measuring financial inclusion for Asian economies. Springer.
- Sarma, M. and J. Pais. 2011. "Financial inclusion and development". *Journal of International Development*, 23(5): 613–28.
- Zins, A., and L. Weill. 2016. "The determinants of financial inclusion in Africa". *Review of Development Finance*, 6(1): 46–57.



Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

Intégrer la rigueur et les données probantes dans l'élaboration des politiques économiques en Afrique

- Améliorer la qualité.
- Assurer la durabilité.
- Accroître l'influence.

www.aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :



www.facebook.com/aercafrica



www.instagram.com/aercafrica_official/



twitter.com/aercafrica



www.linkedin.com/school/aercafrica/

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

Middle East Bank Towers,

3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

communications@ercafrica.org